



URBANISATION L'Île-de-France vient de passer sous la barre des 50 % de surfaces cultivées. La FNSEA et Île-de-France Environnement tirent ensemble la sonnette d'alarme

L'inquiétante disparition des terres agricoles

BERTRAND GRÉCO

D'habitude, ils se détestent. Mais la situation est si grave qu'ils ont décidé de former une alliance presque contre-nature. La FNSEA d'Île-de-France – syndicat d'agriculteurs classé à droite – et Île-de-France Environnement (IDFE) – union de 380 associations écologues, affiliée à France Nature Environnement – se lancent dans une bataille à l'unisson : la défense des terres agricoles, souvent d'excellente qualité, sans cesse grignotées par l'urbanisation dans la région parisienne. Les deux organisations dénoncent, dans une démarche conjointe, le « gaspillage du patrimoine nourricier de notre région », « la consommation excessive des meilleures terres alimentaires ». Sur ce dossier, la hache de guerre est momentanément enterrée.

« Au plan national, les environnementalistes sont souvent des gens dogmatiques. Mais au plan local, sur cette question, on s'est aperçu qu'on était d'accord », explique Damien Greffin, président de la fédération régionale de la FNSEA. Michel Riottot, quant à lui, président d'IDFE, met entre parenthèses la querelle sur « l'agriculture productiviste » de la FNSEA, pour « essayer d'instaurer un dialogue ; sur le foncier, on y arrive ».

Chaque année, 1.900 ha de champs et de prés disparaissent

À l'heure du Grand Paris, la surface dédiée à l'agriculture en Île-de-France ne représente plus que 48 % du territoire (572.300 ha) ; un quart de la superficie francilienne est recouvert de forêts, l'autre quart est urbanisé. Depuis vingt ans, près de 1.900 ha de champs et de prés disparaissent chaque année, soit l'équivalent du département des Hauts-de-Seine tous les dix ans, soulignent la FNSEA et IDFE, qui tirent la sonnette d'alarme. À ce rythme-là, « la France devra importer massivement des denrées agricoles en 2050 ».

L'élevage francilien est déjà

quasiment éradiqué : la région ne compte plus que 29.000 bovins, dont 6.000 vaches laitières. « Le lait du brie vient de Lorraine », déplore Michel Riottot. Malgré la proximité de 12 millions d'habitants, « le maraîchage s'effondre », poursuit-il, dénombant 180 maraîchers, contre 350 en 2000. Subsistent les grandes cultures intensives de céréales, colza, tournesol et betteraves. Mais le nombre d'exploitations franciliennes (5.027 en 2012) a presque été divisé par deux en vingt-cinq ans (9.674 en 1988). « Le grand public, les élus, les aménageurs doivent prendre conscience du danger qui nous menace. Notre indépendance alimentaire passe par la préservation du foncier », prévient Damien Greffin.

La pression foncière est la source de tous les maux. D'autant que la région manque cruellement de logements. La gourmandise des promoteurs immobiliers, avec la complicité des maires de communes rurales, favorise l'étalement urbain, l'expansion des lotissements. Selon l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU), le prix moyen du mètre carré de terrain ne dépasse pas 1 € pour un « acquéreur agricole », alors qu'il est de 13 € pour un « acquéreur non agricole » en Île-de-France. Dès lors, nombre de paysans partant à la retraite sans repreneur familial – un quart des exploitants ont plus de 60 ans – préfèrent vendre leurs terres à des promoteurs de zones pavillonnaires.

« Construire des logements sans bétonner les terres agricoles »

Autre « gabegie territoriale », selon les agriculteurs et écologues réunis : les nombreux projets commerciaux. Ils citent en vrac Europa-City et un golf dans le triangle de Gonesse dans le Val-d'Oise (lire ci-dessous) ; le centre d'entraînement du PSG dans la ferme de Poulth dans les Yvelines (70 ha) ; les Villages Nature de Disneyland en Seine-et-Marne (500 ha) ; l'aménagement en zone économique de l'ancienne base aérienne de

Brétigny en Essonne (400 ha)... Ils s'inquiètent aussi de l'urbanisation annoncée autour des futures gares du Grand Paris Express.

Quelles solutions ? À la tête de la Driaaf (Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), Marion Zalay observe une « vraie prise de conscience de la région et des collectivités locales », même s'il est « difficile de tourner le dos au développement économique ». Elle liste de nombreuses « initiatives innovantes », des outils de planification territoriale (Sdrif, loi du Grand Paris) aux agences et observatoires chargés de préserver les espaces ruraux (Safer, AEV, Ocean...), en passant par diverses normes et périmètres de protection. « Tous nos efforts ne sont pas vains depuis dix ans », dit-elle. Pas suffisant, rétorquent la FNSEA et IDFE, qui réclament une « véritable sanctuarisation », via la création de « zones agricoles prioritaires » et d'une « taxation dissuasive » sur la vente des terres agricoles détournées de leur vocation.

De son côté, la nouvelle vice-présidente EELV de la région en charge de l'environnement et de l'agriculture, Corinne Rufet, rappelle le dilemme : « Il faut construire des logements sans bétonner les terres agricoles. » Une seule possibilité : la densification de l'habitat. Fini les maisons individuelles plantées au milieu d'une parcelle de 1.500 m² ; place aux maisons mitoyennes avec un étage de plus. Cécile Duflot, la ministre EELV de l'Égalité des territoires et du Logement, prépare une loi sur le logement, attendue d'ici à l'été, qui préservera, promet-elle, « les terres agricoles et les espaces naturels consommés inutilement ces dernières années ». Corinne Rufet s'est déjà fixé un objectif : que l'Île-de-France se nourrisse à 50 % (contre 15 % aujourd'hui) de ses produits agricoles dans quinze ans. L'avenir est au circuit court, veut-elle croire, et au développement du bio. ●





La nouvelle agglomération de Sénart, en Seine-et-Marne. GUIGNARD/AIR-IMAGES.NET